



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

CETA

Question au Gouvernement n° 2154

Texte de la question

CETA

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. 2 000 tonnes de homards ! (*Mouvements divers*) c'est le contingent annuel pour les exportations du Canada vers l'Union Européenne prévu par le traité de libre-échange dit CETA. Alors que la crise climatique nous somme de limiter nos échanges et de relocaliser nos activités, c'est ce vieux monde périmé, celui du libre-échange et de l'OMC, que vous encouragez. Le CETA rejoindra donc la longue série des textes que l'on fait voter au beau milieu de l'été ! Antidémocratique, climaticide et dénoncé des deux côtés de l'Atlantique, cet accord de libre-échange va provoquer un incroyable dumping économique et social. De tels bouleversements mériteraient amplement un référendum pour que chaque Français soit amené à se prononcer. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

Mais le propre de ces accords est l'opacité. Ainsi, même l'idée d'un vote solennel demain sur le CETA a été écartée. Les députés opposés au CETA et que leur agenda retiendra hors de notre hémicycle ne pourront pas se prononcer, et l'occasion sera fournie à tous les autres de fuir leurs responsabilités. En plus, 90 % du texte est d'ores et déjà en application sans que la représentation nationale n'ait eu à se prononcer ni même à en connaître. Ainsi, un mécanisme de règlement des différends permettra aux multinationales d'attaquer un État qui adopterait une politique contraire à leurs intérêts. Et l'augmentation des échanges entraînera une hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Le CETA, c'est la démocratie, le climat et des emplois sacrifiés sur l'autel d'un aveuglement idéologique : le commerce à tout prix ! Au Canada, la viande est produite avec des farines animales, des antibiotiques, des OGM, des activateurs de croissance et une absence totale de prise en compte du bien-être animal. Malgré les mensonges, comme ce veto fantôme sur le climat, le CETA, c'est la porte ouverte aux OGM et aux pesticides interdits en France avec, en plus, des manques de moyens pour procéder aux contrôles.

Aussi, je connais bien la réponse qu'apportent les scientifiques à la question que je m'appête à vous poser, monsieur le Premier ministre : peut-on défendre à la fois le climat et voter pour le CETA ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs des groupes SOC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.* Monsieur le député, soyons précis ; regardons les chiffres et écoutons ce que disent les experts. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Et je remercie votre collègue Marielle de Sarnez d'avoir souhaité qu'une étude d'impact d'un nouveau genre soit communiquée à la représentation

nationale pour que celle-ci se prononce en toute connaissance de cause. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LaREM.) Cette étude est claire, elle est à votre disposition à la distribution. Je vous en lis plusieurs passages au cas où vous n'en auriez pas pris connaissance : sur le climat, il est bien précisé – page 32 –, qu'au final, les émissions de la France n'augmentent pas du fait du CETA et que celles de l'UE n'augmentent qu'en raison du Brexit (Exclamations sur les bancs du groupe FI), et que la très légère baisse des émissions, dans le scénario central, pourrait aller de moins 0,24 millions de tonnes à moins 0,87 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Voilà des éléments factuels et scientifiques, des conclusions d'économistes, de chercheurs, pas de l'idéologie, pas de la politique !

Par conséquent, je le dis très clairement : il faut dire oui à cet accord. Il a été complété par un veto climatique (« Non ! » sur les bancs du groupe FI), avec une ambition environnementale bilatérale.

Mme Clémentine Autain. Zéro !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. Pardonnez-moi de le rappeler, mais je sais que le candidat Jean-Luc Mélenchon avait, lui, comme objectif de sortir de l'OMC comme vous le suggérez, mais aussi et surtout, c'était le point no 62 de son programme, d'adhérer à l'Alliance bolivarienne. (Exclamations sur les bancs du groupe FI. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.) Alliance pour alliance, je préfère celle avec le Canada plutôt que l'Alliance bolivarienne, l'ALBA, où siège la Syrie en tant qu'observateur ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2154

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juillet 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juillet 2019](#)